



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

BUREAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° BCTE / 2018 - 144 du 17 décembre 2018
PORTANT MISE EN DEMEURE
de la société STTP EMBALLAGE de respecter la réglementation en matière de rejets
de composés organiques volatils pour son usine d'impression de films plastiques
en ZI Le Peycher à SAINTE-SIGOLENE

Le Préfet de la Haute-Loire
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier dans l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment son livre I et son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret du président de la République du 9 août 2017 portant nomination de M. Yves ROUSSET en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU la partie réglementaire du Livre V du code de l'environnement ;

VU la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)

VU l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° D2B1/2006-689 autorisant à la société STTP EMBALLAGE à exploiter une unité d'impression sur films polyéthylène en ZI Le Peycher, sur le territoire de la commune de SAINTE-SIGOLENE ;

VU le courrier du 30 janvier 2018 portant annonce d'un contrôle inopiné, prévu au cours de l'année 2018 ;

VU le rapport n° R18-334/A de contrôle inopiné effectué par CME Environnement en date d'intervention du 05/09/2018 ;

VU le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2018 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure de respecter la réglementation transmis à l'exploitant en date du 22 novembre 2018 ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société STTP EMBALLAGE exploite une unité d'impression sur films polyéthylène en ZI Le Peycher à SAINTE-SIGOLENE, générant des émissions de composés organiques volatils ;

CONSIDÉRANT que la réduction des émissions de composés organiques volatils doit faire l'objet de mesures techniques tels qu'un schéma de maîtrise des émissions ou un traitement avant rejet ;

CONSIDÉRANT les risques liés au fonctionnement du système de récupération des solvants (notamment la prise en compte du risque incendie dû à un échauffement du système ou à une fuite de solvants) ;

CONSIDÉRANT que la société STTP EMBALLAGE, au vu des analyses réalisées en 2018 sur ses émissions dans l'air en sortie de traitement, des composés organiques volatils ne respecte pas les valeurs limites de rejet ;

CONSIDÉRANT les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lorsque l'inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

Article 1 – La société STTP EMBALLAGE est mise en demeure de réduire les rejets de composés organiques volatils de son usine d'impression sur films polyéthylène située ZI Le Peycher à SAINTE-SIGOLENE, sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, afin de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D2 B1/2006-689 du 15 novembre 2006.

Article 2 – En cas de non-respect des prescriptions mentionnées ci-avant, l'exploitant sera, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, passible des sanctions administratives prévues par l'article L 171-8 du code susvisé.

Article 3 – Le présent arrêté est contestable devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, pendant un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le chef de l'unité interdépartementale Loire Haute-Loire délégué de la DREAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société STTP EMBALLAGE, dont le siège social est situé ZI Le Peycher - 43600 SAINTE-SIGOLENE.

Au Puy en Velay, le 17 décembre 2018

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX